Le ministre refuse la validation du semestre automatique ?



Solidaires étudiant-e-s
syndicats de luttes

LUTTER ★ S'ORGANISER ★ SE SYNDIQUER

Dimanche dernier le ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste a publié une circulaire refusant le 10 améliorable ou la validation automatique mais il faut rappeler à notre cher ministre que la compétence sur les diplômes relève des universités pas du gouvernement.
Manifestement appeler à un respect strict de la loi c'est que quand ça l'arrange. Pour exclure le 10 améliorable, il y a du monde pour faire respecter la loi par contre appeler à modifier les modalités de contrôle de connaissance qui doivent pourtant être, légalement, publiées avant octobre en générale, la y a pas de souci la loi on s'en fout.

En ce moment tous les président-es d'universités et gouvernement sont en boucle sur la santé mentale dégradée pendant les blocus.

Ce sont des hypocrites. Ce qui détruit au quotidien la santé mentale des gens c'est pas les blocus ou débrayages:

- C'est la destruction méticuleuse de l'enseignement supérieur par les gouvernements libéraux successifs.
- C'est les fins de mois où les étudiant-es et travailleureuses précaires doivent choisir entre payer le loyer et se nourrir.
- C'est la montée de la militarisation partout en France et dans le monde.
- C'est la pression mise sur les étudiant-es sur leurs études et l'incertitude de l'avenir.

Alors que le ministre le veuille ou non nous lutterons jusqu'au bout, jusqu'à obtenir satisfaction !

Après plusieurs semaines de mobilisation massive dans les lycées, dans les universités et dans la rue, le gouvernement annonce enfin une série de mesures pour tenter de répondre à la colère de la jeunesse. Une chose est certaine : **ces premières concessions, nous ne les devons qu'à notre mobilisation !** Mais ne nous y trompons pas : le gouvernement nous donne des miettes alors que nous réclamons tout le gâteau !

Depuis plus d'un mois, nous nous mobilisons contre la précarité, la sélection sociale, le manque de moyens dans l'éducation et pour un avenir qui ne soit pas fait d'exploitation et de misère. Face à notre colère, **le gouvernement a d'abord répondu par le mépris et la répression** : fermetures administratives, interdictions de manifester, milliers d'interpellations et violences policières.

Puis en parallèle, il a organisé des consultations avec certaines organisations lycéennes et étudiantes jugées "représentatives", ou plutôt triées selon leur proximité idéologique ou leur degré de radicalité. Aujourd'hui, après avoir tenté de nous faire taire par la force, il espère acheter la paix sociale avec quelques annonces largement insuffisantes.

Parcoursup supprimé en 2028 ? Nous exigeons la fin de la sélection, pas un simple changement de plateforme ! Le gouvernement annonce une nouvelle réforme et la création d'un comité chargé de réfléchir à un autre système, à priori basé sur l'utilisation de l'intelligence artificielle. Mais le problème n'est pas le nom de Parcoursup, ni même son manque de transparence : c'est la sélection sociale qu'il organise !

Tant que les places manqueront dans l'enseignement supérieur, les étudiant·es et lycéen.nne.s continueront d'être trié·es selon leur origine sociale, leur lycée ou leur lieu de résidence. Et les 15 000 places supplémentaires annoncées, principalement en BTS et en IUT, sont dérisoires face aux dizaines de milliers de jeunes privé·es d'accès à la formation de leur choix.

Nous exigeons l'abrogation de Parcoursup, de Mon Master et de toutes les formes de sélection, ainsi que la création de 250 000 places à la fac pour répondre aux besoins immédiats dans toutes les filières !



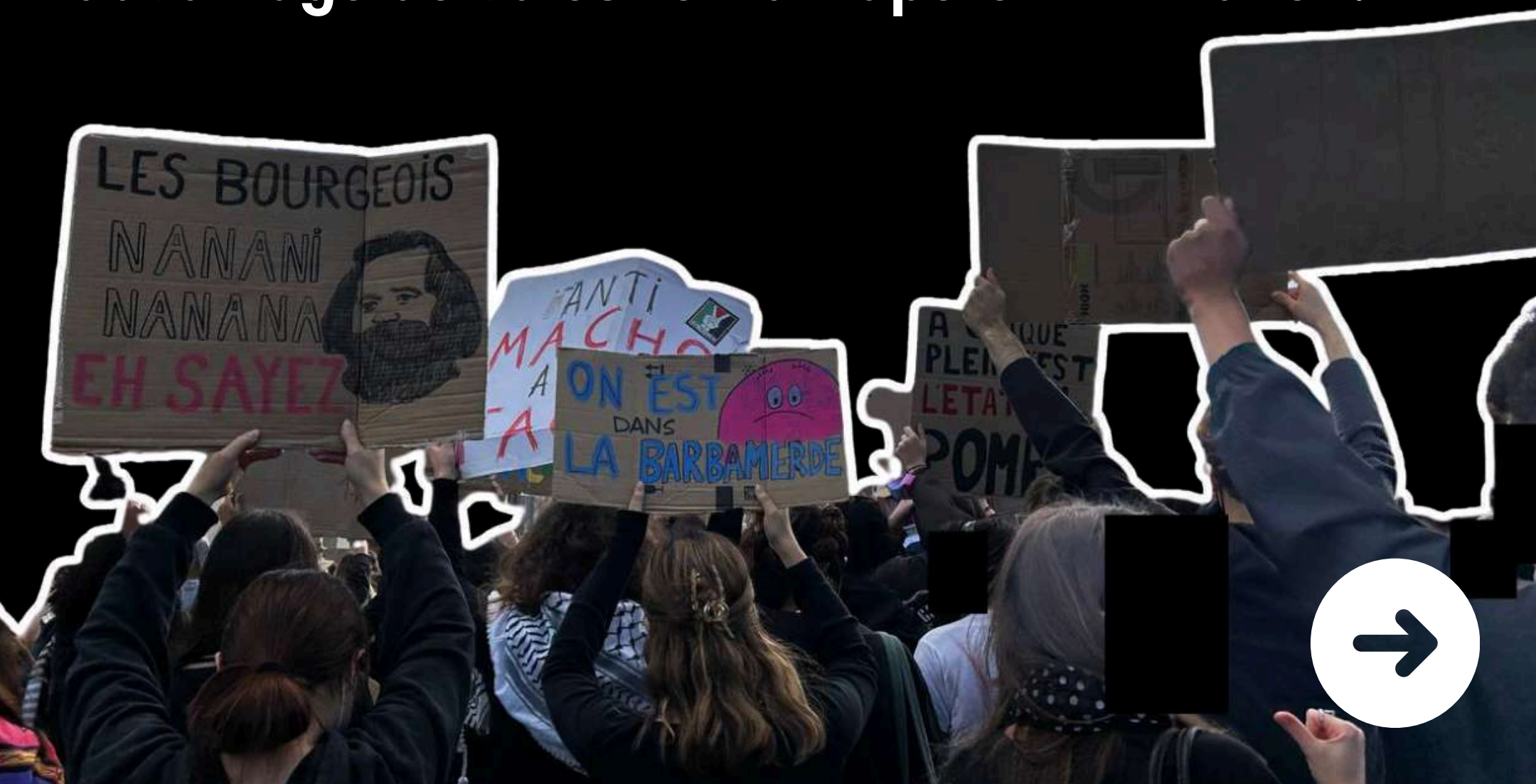
Nous exigeons un véritable investissement massif dans l'éducation !

5 milliards pour rénover les établissements ? Derrière ce chiffre, 4 milliards correspondent à des prêts accordés aux collectivités sur quatre ans, et non à des subventions. Pour les universités, le milliard supplémentaire annoncé sera étalé sur cinq ans, soit seulement 200 millions par an. **C'est largement insuffisant pour compenser des années d'austérité, de sous-financement et de dégradation de nos conditions d'études.** Nous ne voulons pas donner un coup de peinture sur les fissures de nos murs nous voulons une vraie rénovation et au besoin de la construction ! **Nous réclamons 10 milliards** d'euros supplémentaires pour l'éducation, des recrutements massifs de personnels titulaires et des moyens pérennes pour l'ensemble des établissements !

28 élèves par classe, oui mais avec quels moyens ?

Le ministre après nous avoir promis 3000 professeurs fantômes nous en propose 1000 soit bien loin des besoins réels. Sans un nombre suffisant d'enseignant.e.s, la fin des classes surchargées est inatteignable.

Alors qu'un·e étudiant·e sur deux saute des repas et que des milliers d'entre nous doivent travailler pour survivre, le gouvernement se contente de promettre que les bourses ne perdront pas davantage de valeur et rattraperont l'inflation.



Mais qu'en est-il du gel des APL, des menaces sur leur calcul qui priverait près de 200 000 étudiant·es d'aides au logement quand 1 sur 10 est SDF, de l'augmentation des frais d'inscription envisagée pour tous-tes ou encore du manque et de l'insalubrité des logements CROUS ? Rien !

Qu'en est-il des étudiant·es étranger·es extra-communautaires qui payent 3000 euros leur année de licence et 4000 euros leur année de Master ?

Nous exigeons un salaire étudiant au niveau du SMIC, la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous-tes, la construction massive de logements CROUS, l'abolition de Bienvenue en France pour la garantie de conditions d'études et de vie dignes pour toutes et tous !

Et surtout, pas un mot sur la répression ! Après des semaines de violences policières, d'interpellations et d'atteintes au droit de manifester, le gouvernement voudrait que nous reprenions tranquillement les cours comme si rien ne s'était passé.

Nous exigeons la fin immédiate de la répression du mouvement et l'abandon des poursuites contre les étudiant·es et lycéen·nes mobilisé·es!



CES PREMIERS RECULS PROUVENT UNE CHOSE : LA MOBILISATION PAIE !

Pendant des semaines, le gouvernement nous a répété qu'il n'y avait pas d'argent et pas d'alternative à leur monde. Aujourd'hui, sous la pression des blocages, des occupations, des manifestations non contrôlées et des grèves qui se préparent, il trouve soudainement des milliards, des postes et des places supplémentaires. **Ce qui était impossible hier devient possible aujourd'hui : voilà ce que permet le rapport de force !**

Il ne faut pas non plus se leurrer sur la concrétisation de ces annonces d'un gouvernement aussi fragilisé, qui devra bientôt affronter la période parlementaire du budget. Le macronisme vit ces derniers mois et ne sera très probablement pas de nouveau au pouvoir suite aux élections présidentielles et législatives de 2027.
Ce ne seront que des promesses non tenues.

Mais nous ne nous battons pas pour quelques aménagements d'un système qui organise notre précarité et notre sélection. Nous nous battons pour une éducation publique, gratuite, émancipatrice et accessible à toutes et tous. Nous nous battons pour une véritable transformation sociale radicale. Nous refusons que notre avenir soit sacrifié au nom de l'austérité pendant que des centaines de milliards sont engloutis dans les budgets militaires et les cadeaux au patronat.

Ces annonces ne sont pas une raison d'arrêter la mobilisation, elles sont au contraire la preuve qu'il faut aller plus loin.

Si quelques semaines de mobilisation ont suffi à arracher ces premières concessions, imaginons ce que nous pourrions gagner en amplifiant encore plus le mouvement !

Nous appelons donc l'ensemble des lycéen·nes, étudiant·es et travailleur·euses à poursuivre et intensifier la mobilisation. À construire tous.tes ensembles la grève générale, à manifester tous les samedis et à multiplier les actions de blocages. Car nous n'avons pas obtenu ces premières avancées en demandant gentiment au gouvernement de nous écouter, mais en nous organisant collectivement pour lui imposer un rapport de force.

C'est par la lutte, et seulement par la lutte que nous pourrons arracher le reste de nos revendications !



ILS NOUS DONNENT DES MIETTES,

PRENONS TOUT LE GÂTEAU !

PAS DE RETOUR À LA NORMALE,

PAS DE PAIX SOCIALE !

ON CONTINUE

JUSQU'À LA VICTOIRE !



Solidaires étudiant-e-s
syndicats de luttes

MNL